

Les observateurs inquiets

Par Prince Villa

« **L**es récents incidents, qui ont donné lieu à des actes de violence, sont inquiétants. La campagne électorale doit se faire dans un environnement apaisé, où les libertés fondamentales, la liberté d'expression, d'association et de rassemblement sont pleinement respectées ».

Sans pourtant s'ingérer dans les « *problèmes internes* » gabono-gabonais, Mariya Gabriel, l'observatrice-en-chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (UE) a résumé en ces termes, le climat politique et social qui prévaut dans notre pays en cette phase de pré-campagne de la présidentielle du 27 août prochain.

Au cours de leurs échanges avec la presse le jeudi 28 juillet dans un hôtel de Libreville, les experts de l'UE sont restés prudents sur la situation politique qui prévaut à l'heure actuelle au Gabon, à moins d'un mois de la présidentielle. La chef de mission n'a pas voulu s'aventurer sur les reculs démocratiques « *observés* » depuis leur arrivée en terre gabonaise, il y a un peu plus de deux semaines. Cette période préélectorale est caractérisée par des arrestations abusives des partisans de l'opposition et des membres de la société civile, la caporalisation de la justice, l'interdiction des

réunions publiques aux candidats de l'opposition, la prise en otage des médias publics par le pouvoir d'Ali Bongo.

De manière très diplomatique, Mariya Gabriel a cependant « *encouragé la majorité présidentielle et l'opposition, ainsi que les autres parties prenantes au processus électoral, à éviter toute forme de provocation et de violence.* »

Le discours de la parlementaire européenne ressemble à un avertissement musclé pour quiconque s'aviserait à précipiter le Gabon dans le chaos.

Dans cette optique, « *les forces de l'ordre se doivent aussi d'agir avec retenue et dans le respect des libertés fondamentales* », a ajouté l'experte européenne.

Ces recommandations ne sont pas à prendre à la légère surtout du côté du pouvoir. Lequel a déjà programmé un passage en force de BOA, malgré les très sérieuses lacunes de son dossier de candidature. La mission d'observation de l'UE a enfin exhorté le pouvoir « *à garantir la transparence du processus électoral à tous les niveaux, qui est la clé, afin que toutes les parties prenantes acceptent les résultats finaux de l'élection.* »

Une manière tout aussi diplomatique de reconnaître à demi-mot que le processus électoral en cours au Gabon est déjà biaisé.